

Réseau pour Québec Famille
Conférence de presse, Lancement Sommet
29 janvier 2018

Allocution de Raymond Villeneuve

Mesdames, messieurs

Merci beaucoup d'avoir accepté notre invitation à assister à cette conférence de presse qui annoncera la tenue d'un Sommet de la famille intitulé « POUR UN VÉRITABLE QUÉBEC FAMILLE »

Comme vous le savez, le Réseau pour un Québec Famille est un regroupement du secteur famille qui regroupe 15 des principales organisations nationales soucieuses de la situation des familles québécoises et provenant des secteurs communautaire, municipal, éducation, santé et services sociaux, syndical et de l'économie sociale. Il s'agit en fait d'un « réseau de réseaux ». Nos membres représentent plus de 4 000 organisations présentes dans toutes les régions du Québec. La mission de notre Réseau consiste à promouvoir et à valoriser la famille, l'importance de sa contribution pour la société ainsi que le soutien à lui apporter.

Au cours des deux dernières années, le Réseau pour un Québec Famille s'est positionné afin de devenir la voix des familles québécoises en faveur de politiques publiques adaptées à leurs nouvelles réalités. En lien avec cet objectif, le Réseau a organisé, en mai dernier, un « colloque inversé » qui a permis à près de 200 intervenants et spécialistes des dossiers famille d'entendre les parents parler de leurs réalités quotidiennes. Le constat fut saisissant. Presqu'unanimement, les mères et les pères venus témoigner ont expliqué qu'ils se sentaient souvent abandonnés par un système qui, trop souvent, ne réussit pas à leur fournir l'aide dont ils ont besoin.

On a tendance à l'oublier, mais, au Québec, les dépenses des ménages, donc, essentiellement les dépenses de consommation des familles (logement, énergie, transport, alimentation, loisir...), représentent près de 60 % du PIB. Cette statistique impressionnante nous rappelle que la famille est, de loin, l'acteur économique le plus important au Québec. On sait déjà, par ailleurs, que la famille est aussi un acteur social de premier plan, que ce soit en matière d'éducation, de santé, d'entraide, de loisirs, de culture... où elle agit comme un relais indispensable vers les citoyens pour un très grand nombre de services publics.

Aussi surprenant que cela puisse paraître dans notre société qui valorise beaucoup l'individualité, presque toutes les décisions majeures que nous prenons dans notre vie sont des décisions familiales et non individuelles. Qu'on pense par exemple aux décisions concernant l'éducation des enfants, au choix d'une maison ou d'un logement, d'un quartier, à la plupart de nos choix de consommation, même à l'acceptation d'un

emploi ou d'une promotion, toutes ces décisions sont prises, très souvent, en tenant compte des réalités familiales.

Pourtant, malgré son énorme influence économique et sociale, la famille, en tant qu'entité, est rarement représentée dans les discussions qui mènent aux décisions sociales, politiques ou économiques. L'approche traditionnelle, par « clientèles », fait en sorte que, trop souvent, nos politiques publiques sont conçues en fonction de groupes d'individus et rarement en fonction des familles dans leur globalité. Ces dernières... ont pourtant des besoins spécifiques... qui dépassent la simple addition de ceux des enfants, des mères et des pères, des grands-parents et des autres individus qui la composent et la soutiennent.

Nos membres, dont vous trouverez la liste dans les pochettes qui vont être remises, sont des acteurs déterminants dans la vie quotidienne des familles. Ils constatent que les intérêts et les besoins des familles ne sont pas toujours suffisamment pris en compte dans les actions de nos décideurs. C'est pourquoi, tous ensemble, nous avons décidé de convoquer le « Sommet de la famille » qui se tiendra à Saint-Hyacinthe les 14 et 15 mai prochains. Intitulé « Pour un véritable Québec Famille », le sommet réunira l'ensemble des partenaires de notre secteur autour d'une réflexion collective sur la place des familles dans nos politiques publiques. De cet événement d'envergure émergeront des propositions concrètes portant sur les éléments de politique publique attendus par les partenaires pour améliorer le soutien aux familles, et cela, afin que celles-ci jouent pleinement leur rôle.

Si on regarde l'horizon 2018-2022, le contexte semble favorable à cette réflexion de fond sur la place des familles dans nos politiques publiques. L'économie se porte bien et le gouvernement du Québec qui sera élu en octobre prochain aura les moyens de réinvestir dans le développement social et le soutien aux familles. Le 27 novembre dernier, lors d'une rencontre de leurs partis respectifs, François Legault de la CAQ et le premier ministre Philippe Couillard ont tous deux affirmé que la famille serait au cœur de la prochaine campagne électorale. Le Parti Québécois a tenu des propos similaires la fin de semaine dernière à Ste-Hyacinthe. On remarque aussi, au cours de la dernière année, l'avènement de politiques gouvernementales qui font davantage de place aux familles, telles que la *Stratégie pour la réussite éducative 0-8 ans* et la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes*. On annonce également, au cours des prochains mois, des actions gouvernementales importantes en matière de conciliation famille-travail-études.

Jamais, depuis longtemps, les familles n'ont autant semblé être au cœur des préoccupations sociales et politiques. L'arrivée dans le rôle de parents de la génération des milléniaux, qui ont des attentes différentes en matière de famille, vient aussi brasser les cartes. La sortie, le printemps dernier, des travailleurs de la construction – un milieu très majoritairement masculin -- qui demandait de meilleures mesures de conciliation famille-travail illustre à quel point la situation des familles se transforme au

Québec. Les réalités des familles évoluent, se diversifient et nos politiques publiques doivent s'adapter à ces réalités nouvelles et plurielles.

Tous ces éléments suggèrent donc qu'un alignement des planètes est en train de se produire pour placer les enjeux des familles au cœur des priorités de notre société. Pour les partenaires du secteur famille, qu'ils soient de la recherche, des organisations communautaires, des grandes associations, des municipalités, du secteur philanthropique ou de la société civile, il s'agit donc d'une opportunité à saisir. En mettant en commun nos expertises respectives au service d'un plaidoyer concerté, nous avons la capacité, nous en sommes convaincus, de contribuer à la création d'une approche plus globale pour mieux soutenir les familles dans toutes leurs diversités.

« Ce Sommet de la famille » sera donc un lieu privilégié pour faire le point sur les enjeux des familles d'aujourd'hui. Il sera structuré de manière à ce que nous puissions formuler des recommandations concrètes à la veille du rendez-vous électoral d'octobre prochain. Nous pourrions ainsi proposer, à tous les partis politiques, une série de mesures qui devraient composer l'architecture d'une politique familiale renouvelée reconnaissant pleinement le rôle fondamental des familles.

En terminant, je voudrais remercier Avenir d'enfants sans qui ce sommet ne pourrait avoir lieu. Merci beaucoup.

Nous avons, tous ensemble, une occasion unique de faire avancer la société québécoise vers un avenir où les familles seront mieux reconnues, mieux soutenues, et où les contraintes de leur quotidien seront moins lourdes à porter. Une société plus humaine donc, plus sensible, où nous pourrions encore mieux prendre soin de nos petits et grands enfants ainsi que de nos parents. Une société où nous pourrions enfin affirmer qu'elle est « un véritable Québec famille ».

Merci de votre attention.